

Nouvel éloge de la bêtise

EN-TÊTE

Le peuple est-il bête? C'est assez dangereux de l'affirmer: on se ferait beaucoup d'ennemis. Surtout en ce temps où la masse, quels que soient ses grondements ou ses lubies, est flattée, plainte et applaudie. La foule malheureuse se déclare victime de la suffisance des élites sourdes et repues: méprisée, humiliée, pas écoutée, disent de beaux esprits – eux-mêmes de l'élite – qui trouvent ainsi une bonne cause partagée par le grand nombre. Prudence quand même: on dit peuple; il vaudrait mieux écrire un bout de peuple. Il faut bien en sauver une partie.

Erasme, en 1509, quand il achevait son *Eloge de la folie* (dite aussi *Louange de la sottise*), et l'Allemand Jean Paul (Johann Paul Richter de son vrai nom) dans son *Eloge de la bêtise* (1782), exerçaient principalement leur satire contre les puissants et leurs cours serviles. Ils épargnaient le reste des sujets, masse en général sans pouvoir et sans voix. Aujourd'hui, tout a changé, le peuple parle haut. Il a des porte-paroles, mais il a surtout à sa disposition toutes sortes de porte-voix numériques (en attendant le métavers) qui lui permettent, s'il le veut, de patauger à son aise dans la sottise.

Un exemple au hasard: la guerre. Avant que Vladimir Poutine ne lance ses chars à l'assaut de l'Ukraine en violant toutes les lois et toutes les frontières, au nord, à l'est, au sud, ceux qui croyaient que ça n'arriverait pas, que le président russe avait des revendications parfaitement légitimes, qu'il exerçait simplement une ferme pression, n'étaient pas que quelques farfelus mal informés. Certains estimaient en outre que les vrais fauteurs de guerre, dans le fond, c'était nous, ou alors – tiens... – les Américains; et bien sûr les Ukrainiens eux-mêmes, fascistes sur les bords.

Une grosse bêtise quand même, largement partagée si on se fie à l'évalua-

tion française: ajoutez aux électeurs de l'extrême droite ceux de la gauche plus ou moins radicale, y compris quelques trotskistes qui, par allergie otanesque, font les yeux doux à Poutine et à son ami biélorusse Loukachenko, et vous arrivez presque à la moitié du pays qui peut voter.

Sottise embarrassante, vite ravalée dans un hoquet. Il y en a d'autres, moins sanglantes, mais plus spectaculaires. Première en ligne: la folie QAnon. Cette légende, qui s'est répandue d'abord aux Etats-Unis dès 2017, prétendait qu'une sorte de secte satanique, pédophile et vaguement rattachée au parti démocrate, travaillait à subvertir les institutions de l'Etat et à ébranler le pouvoir de Donald Trump; aujourd'hui, elle ajoute bien sûr que la réélection du républicain lui a été volée par les mêmes sombres manigances, et ses partisans ont désormais des élus au Congrès.

Née outre-Atlantique, cette aberration, qui est devenue une sorte de mouvement militant informel, a infecté plusieurs pays européens. Or, depuis le début de l'année, on en a appris de belles. Une équipe valaisanne d'analyse des réseaux, associée à des chercheurs français, a révélé que la rumeur QAnon avait été inventée et lancée par un allumé sud-africain du nom de Paul Furber. Plus fascinant encore, et plus inquiétant: une étude publiée en janvier montre que 41 millions d'Américains croient peu ou prou à ce délire. Erasme parlerait-il, à propos du peuple cette fois, de sottise ou de folie?

Mais rien ne l'arrête. Le Q de cette bêtise-là s'est retrouvé sur la cabine des camions qui, au creux de l'hiver ont paralysé Toronto et quelques autres villes nord-américaines, avant de partir à l'assaut de Paris et de Bruxelles. Cette offensive européenne s'est vite perdue dans les embouteillages. Il s'agissait paraît-il, à coup de gros cubes, de défendre la liberté



Elena Osipova, rescapée du siège de Leningrad il y a 70 ans, proteste contre la guerre dans sa ville. Saint-Petersbourg. (2 MARS 2022/ REUTERS/ STRINGER)

profanée par les mesures de lutte contre le covid. Une escouade de sociologues et de politistes a quand même eu le temps d'évaluer gravement la portée historique de ce nouveau soulèvement motorisé du peuple affligé. Au bout du compte, on a découvert que les camionneurs canadiens étaient bêtement noyautés par les pires groupuscules de l'extrême droite.

Et en Europe, ils ont attiré, comme le miel les mouches, les vétérans des Gilets jaunes. Ce mouvement, a surgi en 2018 dans une petite bourgeoisie paupérisée qui refusait à la fois la limitation de la vitesse sur les routes et une taxe écologique sur l'essence. Il est devenu assez massif pour que tout le monde se mette à son écoute. Qu'a-t-on entendu? A part des éructations contre «ceux d'en haut qui nous méprisent» et sur «les fins de mois difficiles», pas grand-chose. Puis les extrêmes, noire et rouge, ont entrepris ne noyauter la jacquerie, et ça a rem

pli des bibliothèques. La littérature de l'ultra-gauche sur les jaunes vaut son pesant de marxisme en état d'ébriété. Mais on comprend que ces militants-là soient un peu perdus: une enquête d'opinion dans le milieu gilet a mesuré 46% de xénophobie et 44% d'antisémitisme.

Cette révolte s'est aussi épuisée, et il a fallu à ses survivants têtus trouver de nouveaux motifs de mobilisation. La pandémie est arrivée comme une aubaine. Le virus était un dictateur qui parvenait à faire de tous les pouvoirs complices, pour écraser le peuple et le priver de liberté en l'enfermant. On a alors entendu tant d'idioties, de manifs en réseaux, qu'on peut pardonner à un président de s'être laissé aller à un vocabulaire ordurier.

Puis le mal sournois s'est calmé, la liberté terrassée a fait mine de se relever, les manifestants ont dû ranger leurs banderoles. Que faire? L'Histoire n'est

jamais avare de cadeaux, et voyez comme le cercle se referme: la Russie souffrante et malheureuse s'est mise à rugir, il fallait courir à son secours. Chloé Framery, l'égérie locale de la lutte contre les mesures sanitaires liberticides, a sauté dans ce train guerrier en marche. Les gouvernements opposés à l'action de Vladimir Poutine se livraient à une nouvelle manipulation «pour nous empêcher de réfléchir. [...] Notre seul et unique adversaire a bien plus d'une carte à jouer pour arriver à ses fins», et ce n'est pas l'homme du Kremlin.

Poutine est d'ailleurs un «incompris», comme l'écrivait Roger Köppel, l'intellectuel de l'UDC, dont le parti a opéré le même transfert de la pandémie à la crise ukrainienne; il voit dans le président russe «le choc dont l'Occident a besoin pour reprendre ses esprits». D'autres folliculaires influents, en guerre contre les mesures sanitaires, se sont de la même manière mobilisés pour la défense de la Russie. Avec cet argumentaire ressassé, fondé sur des faits et des interprétations biaisés: l'Occident, l'OTAN, l'Union européenne, depuis la fin de la guerre froide, se livrent à l'égard du pays-continent russe à une sournoise agression humiliante et à un encerclement hostile. Poutine n'a pas tort. Et quiconque avance le contraire est un russophobe.

Puis, à la grande surprise de ces avocats, les chars ont passé la frontière, les destructions ont commencé et la mort militaire fait désormais son œuvre. La guerre clarifie les vérités et les mensonges, et on peut espérer que le bout de peuple qui croyait à ces fadaïses va – comme dit Köppel – «reprendre ses esprits». Que lui racontait-on? Des sottises? Des bêtises? Des folies? Mais c'est de crimes qu'il s'agit. Vladimir Poutine est un criminel de guerre. ■ ALAIN CAMPIOTTI

Et si la Chine prenait le leadership mondial?

OPINION



THIERRY MADIÈS
PROFESSEUR D'ÉCONOMIE POLITIQUE
ET DOYEN DE LA FACULTÉ DES SCIENCES
ÉCONOMIQUES ET SOCIALES ET DU MANAGEMENT,
UNIVERSITÉ DE FRIBOURG

Faire oublier la crise du Covid-19 en se posant en faiseur de paix

L'invasion russe de l'Ukraine et son lot de destructions et de vies brisées, après seulement deux jours de combat, sont dans tous les esprits. Le continent européen, pourtant habitué aux soubresauts liés à l'effondrement de l'URSS, ne pensait pas être confronté à un tel déchaînement de violence à ses frontières. Après tout, l'Union européenne, souvent décriée, et à laquelle la Russie comme la Chine, et dans une certaine mesure les Etats-Unis, dénie le rôle d'acteur stratégique, avait contribué à assurer une paix au continent européen, malgré la guerre en ex-Yougoslavie au cours de la moitié des années 1990 et les conflits «gelés» autour de la Russie.

Que ce serait-il passé si les pays de l'orbite soviétique avaient été livrés à eux-mêmes après l'effondrement de l'ex-URSS? L'adhésion à l'UE a permis de les stabiliser et d'entamer un processus de convergence économique. Aussi, aujourd'hui la richesse par tête de pratiquement tous ces pays se situe au-dessus de celui de la Russie, puissance «pauvre» s'il en est avec un PIB à peine deux fois supérieur à celui de la Suisse!

On a souvent dit que les sanctions économiques frappant la Russie, en particulier depuis la guerre en Crimée, et l'éloignement de la Russie de l'Europe – compte tenu des différends portant sur l'élargissement de l'OTAN et de l'Union européenne à l'Est – avaient poussé la Russie dans les bras du géant chinois. Pour des raisons que l'on peut discuter à l'infini, entre ressentiment vis-à-vis de l'Occident qui n'aurait pas respecté la Grande Russie depuis l'effondrement de l'ex-URSS et ressorts psychologiques plus intimes du président russe, force est de constater que celui-ci a mis ses

menaces à exécution. Les buts de cette guerre sont difficiles à déchiffrer: aller jusqu'à Kiev, c'est fait, ou presque, malgré la résistance acharnée de l'armée ukrainienne et de ses supplétifs. Mais pour y faire quoi?

Les objectifs sont flous pour les observateurs: l'Ukraine est un pays vaste et a une population d'un peu moins de quarante millions d'habitants. La Russie n'a pas les moyens d'occuper ce pays d'autant que l'on voit mal comment la population ukrainienne pourrait accepter un

gouvernement fantôme. Et d'ailleurs, y aurait-il beaucoup de candidats pour accepter de diriger un gouvernement illégitime?! Quant à la porte de sortie, elle est encore plus hypothétique. Le pire est peut-être devant nous mais il est clair qu'un seul acteur pourrait l'ouvrir à Vladimir Poutine: la Chine, et ce, malgré leur relation complexe. C'est, en effet, pour l'Empire du Milieu, l'occasion rêvée de prendre une revanche sur son adversaire stratégique, les Etats-Unis, et d'affirmer son «soft power» au moment où sa brutalité vis-à-vis des droits de l'homme et de ses voisins en mer de Chine orientale a terni son image sur la scène internationale.

Faire oublier la crise du Covid-19 en se posant en faiseur de paix, alors même que la Chine scrute évidemment la façon dont les Etats-Unis et l'OTAN gèrent la crise ukrainienne, avec Taiwan en ligne de mire, mettrait Pékin au centre du jeu. Avec un atout, le fait qu'elle n'est pas partie prenante du conflit. Evidemment, nous n'en sommes pas encore là et certains parleront de politique-fiction. Cependant, l'implication de la Chine avec un plan pour réduire l'escalade des tensions en Europe pourrait constituer une porte de sortie honorable pour la Russie, fragiliser les Etats-Unis dans leur leadership mondial et enfoncer un coin entre les Européens et ces derniers. D'autant que les Européens seraient trop heureux de s'épargner le coût économique de sanctions supplémentaires contre la Russie et la mise en évidence de leur faiblesse en tant que puissance stratégique. Alors, un bon coup à jouer pour la Chine que de s'affirmer aux yeux du monde comme faiseur de paix sans tirer un seul coup de feu. ■

Il faudra pourtant bien voter sur les F-35

CONTINUONS LE DÉBAT

FRÉDÉRIC KOLLER
RESPONSABLE DES PAGES DÉBATS

SUR LES BLOGS

La banquise Antarctique est réduite au minimum et favorise le réchauffement

«Cette année, les températures élevées et des vents foehn forts ont provoqué une fonte record. La banquise Antarctique a atteint un nouveau minimum en février 2022», écrit sur son blog Dorota Retelska. A lire sur le site du «Temps».

www.letemps.ch/blogs

Parmi les effets collatéraux en Suisse de l'invasion de l'Ukraine, il y a le sort du F-35. Il est tentant de croire que l'affaire est plénière. Avec le retour de la guerre classique en Europe – des Etats qui se battent avec des canons –, comment douter de la nécessité d'une défense aérienne? Viola Amherd sera-t-elle sauvée par Vladimir Poutine alors que son avion prenait l'eau de toute part? La ministre de la Défense va jusqu'à suggérer aux partisans d'un vote sur le choix d'Armasuisse de retirer leur initiative. Et la droite veut déjà doter le budget de la Défense de 2 milliards de francs supplémentaires. Plus personne, à part le GSSA, ne peut aujourd'hui contester la nécessité d'une défense aérienne crédible pour la Suisse au vu du sort réservé aux Ukrainiens. La question du choix de l'appareil reste pourtant plus déterminante que jamais. Et la décision du Conseil fédéral toujours aussi contestable. L'analyse – tenue secrète – ayant mené à la sélection du F-35 ne peut être soldée dans une urgence trompeuse (les avions ne seront de toute façon pas livrés avant plusieurs années). Or le F-35 demeure un non-sens technologique, économique et politique, et surtout un enjeu géostratégique bien trop important pour escamoter le débat. Non-sens technologique car notre territoire alpin de 42000 km² n'a que faire d'un bombardier furtif de dernière génération aux multiples carences (détaillées par le Congrès américain). Non-sens économique puisque l'on sait désormais que la Ferrari du ciel ne sera pas moins chère que ses concurrents européens (c'était l'argument du Conseil fédéral), au contraire. Non-sens politique – un avion de combat est un choix politique – puisque la Suisse mise au ban de l'UE par son refus d'un accord-cadre a tout intérêt à soigner sa relation avec ses voisins et principaux partenaires économiques. Et, enfin, un choix géopolitique qui pose la question de notre défense à long terme. Veut-on lier notre destin à un Etat – les Etats-Unis – dont on a compris depuis Trump qu'ils pourraient tourner le dos du jour au lendemain à l'Europe? Pense-t-on qu'il est dans notre intérêt de rejoindre la ligue des pays arrimés à l'OTAN par le programme F (F-16, F-35)? Ou ne vaudrait-il pas mieux, dans une logique d'interopérabilité, faire le choix de l'Europe de la défense en achetant un chasseur français (Rafale) ou allemand (Eurofighter)? Il faudra bien voter sur le F-35. ■